

Mise à jour économique et entente bilatérale 2018 Canada-Québec :

Ottawa pille au Québec des sommes en infrastructures

Longueuil, 8 novembre 2022 – Le député de Longueuil—Saint-Hubert, Denis Trudel, dénonce le vol par Ottawa de sommes dédiées au Québec pour des projets d'infrastructure, tel que confirmé dans l'énoncé économique. À cet effet, le porte-parole en matière d'Infrastructure, Xavier Barsalou-Duval, a adressé une lettre au ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités, Dominic LeBlanc, lui réclamant de modifier son échéance pour permettre aux municipalités de déposer leurs projets dans le cadre du programme.

« Afin d'accélérer la réalisation de projets d'infrastructure essentiels, le gouvernement a annoncé son intention, dans le budget de 2022, de devancer au 31 mars 2023 l'échéance pour que les provinces consacrent tout leur financement restant à des projets prioritaires. L'énoncé économique de l'automne de 2022 réaffirme cette intention, de même que l'engagement pris dans le budget de 2022 de réaffecter les fonds inutilisés à d'autres priorités », peut-on lire dans la mise à jour économique.

« En réaffirmant cette décision, le gouvernement fédéral ne laisse que 5 mois, plutôt que les plus de 2 ans prévus initialement, au gouvernement du Québec pour présenter pour près de 3,5 milliards \$ en financement fédéral des projets d'infrastructure. Faut de respecter cette date, Québec et les municipalités perdront toutes les sommes non engagées alors qu'Ottawa avait promis dans l'*Entente bilatérale intégrée Canada-Québec relative au programme investir dans le Canada 2018* de laisser à Québec jusqu'en 2025 pour les dépenser. Ce geste unilatéral du gouvernement fédéral risque de coûter très cher au Québec et aux villes », soutient M. Trudel.

Rappelons qu'autant le gouvernement du Québec que l'Union des municipalités du Québec ont signifié au gouvernement fédéral qu'ils s'attendent à ce qu'il respecte sa parole telle que contenue dans l'entente négociée entre Québec et Ottawa. « Les sommes prévues proviennent directement des taxes et impôts des Québécois et Québécoises. Ils ont le droit de recevoir leur juste part du financement fédéral en matière d'infrastructure, surtout lorsque ce dernier s'est formellement engagé à rendre ces sommes disponibles pour le Québec par le biais de l'entente Canada-Québec. Le gouvernement fédéral doit revenir sur sa décision et respecter sa parole. C'est tout bonnement inadmissible de voler le Québec ainsi », dénonce le député bloquiste.

Finalement, rappelons que le gouvernement du Québec et les municipalités possèdent 90% des infrastructures publiques présentes sur le territoire québécois. « L'entêtement du gouvernement fédéral à ne pas respecter ses engagements n'est qu'une nouvelle démonstration que le Québec n'a rien à attendre du gouvernement fédéral qui n'hésite pas à faire chanter les Québécois et Québécoises avec l'argent qui sort de leurs poches, et ce, même s'il s'est engagé à leur redonner en contribuant au financement de leurs infrastructures. Le Québec mérite mieux », conclut M. Trudel.

– 30 –

Source :
Tommy Hurteau
Attaché politique – Communications et relations médiatiques
Bureau du député Denis Trudel
581-579-5795